



Munich Personal RePEc Archive

DETERMINANTS OF INFLATION IN CENTRAL AFRICAN ECONOMIC AND MONETARY COMMUNITY (CAEMC)

Ntita Ntita, Jean and Kazadi Ntita, François and Ntanga
Ntita, Jean de Dieu

Université Officielle de Mbujimayi, Université Officielle de
Mbujimayi, Université Officielle de Mbujimayi

April 2017

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/92902/>
MPRA Paper No. 92902, posted 22 Mar 2019 23:53 UTC

DÉTERMINANTS DE L'INFLATION DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

« CEMAC »

Par :

Jean NTITA NTITA¹

François KAZADI NTITA²

Jean de Dieu NTANGA NTITA³

Résumé

Ce papier examine les déterminants de l'inflation dans les six pays de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Pour atteindre cet objectif nous avons utilisé un modèle de panel estimé par les effets fixes sur la période allant de 1996 à 2016. Il ressort de l'analyse économétrique que la masse monétaire a un effet positif et très significatif sur l'inflation au sein de la CEMAC alors que la stabilité politique a un effet négatif et très significatif sur l'inflation de cette zone. Ainsi, une bonne gestion de la masse monétaire ainsi que le maintien de la stabilité politique s'avèrent indispensables pour la maîtrise et le contrôle de l'inflation au sein de la zone CEMAC.

Mots clés : *Inflation, Politique monétaire, Panel, effets fixes, CEMAC.*

JEL: *C23, E31, O11, O55*

Abstract

This paper examines the determinants of inflation in six countries of Central African Economic and Monetary Community (CAEMC). To achieve this objective, we used a panel model estimated by fixed effects over the period from 1996 to 2016. The econometric analysis shows that the money supply has a positive and very significant effect on inflation while political stability has a negative and very significant effect on inflation in this area. Management of the money supply and the maintenance of political stability are essential for the control of inflation in this area.

Keywords: *Inflation, Monetary Policy, Panel, fixed effects, CAEMC.*

JEL: *C23, E31, O11, O55*

¹Docteur en sciences économiques, Professeur des universités. ntitajeon2016@gmail.com

²Docteur en sciences économiques, Professeur des universités. franckazadi2016@gmail.com

³Docteur en sciences économiques, Professeur des universités. ntangantita@un.org

Introduction

L'un des objectifs majeurs des Banques Centrales demeurent sans nul doute l'identification des déterminants de l'inflation. L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. Cependant, il y a inflation lorsque la hausse générale des prix s'accompagne sans qu'il y ait une hausse correspondante des prix des marchandises. Ainsi, la hausse du prix d'un bien n'est pas forcément et nécessairement de l'inflation. La perte de valeur des unités de monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble, sans discrimination entre les catégories d'agents.

L'outil monétaire peut en effet représenter un bon instrument de stimulation de l'activité et de lutte contre la vie chère lorsque les mécanismes de transmission de la politique monétaire sont fonctionnels. Cependant, selon le principe de «neutralité de la monnaie» il est généralement admis à long terme que la politique monétaire n'a d'incidence que sur le niveau général des prix et non sur le secteur réel (production, chômage). L'une des conséquences de ce consensus largement partagé en économie est que, les décisions de politique monétaire ne peuvent pas efficacement résoudre un problème d'inflation à court terme qui serait plutôt causé par des facteurs autres que la monnaie. La maîtrise des sources de l'inflation s'avère donc primordiale à la compréhension des stratégies et orientations des politiques monétaires car il serait vain pour une quelconque banque centrale de chercher à stabiliser les prix sur lesquels elle n'a aucune, ou très peu d'influence (Nguyen et al, 2015).

Ceci est d'autant plus important que les chocs sur les prix peuvent revêtir une forme transitoire ou permanente et nécessiter selon les cas l'intervention ou non de la banque centrale. Ce problème a amené plusieurs banques centrales à se focaliser sur le contrôle de l'inflation sous-jacente c'est-à-dire, l'inflation qui est censée être due aux actions de la banque centrale et dont le calcul exclut ses potentielles sources de fluctuations à court terme. Selon la pensée économique traditionnelle, l'inflation peut résulter de plusieurs causes pouvant provenir, du côté de l'offre ou celui de la demande, et influencer l'inflation à court, moyen ou long terme. Les monétaristes soutiennent que l'inflation est nuisible à la croissance car l'intérêt grandissant pour la stabilité des prix comme objectif majeur de la politique monétaire est une reconnaissance du phénomène observé selon lequel une inflation élevée perturbe le bon fonctionnement d'une économie de marché.

Il est en général admis à long terme, que l'inflation est fondamentalement un phénomène monétaire, elle serait causée par une trop grande création de la monnaie (Friedman, 1956). Cette vision monétariste a d'ailleurs conduit plusieurs banques centrales dans les années soixante-dix, en rapport avec la situation de stagflation observée à cette période, à opter pour une stratégie de contrôle de l'évolution de l'offre de monnaie, afin de garantir l'objectif de stabilité des prix qu'elles s'étaient fixées. Plusieurs études ont ainsi mis en exergue la monnaie comme principal déterminant de l'inflation tant dans les pays développés (Gelarch et Svensson, 2003 ; Assenmacher-Wesche et Gelarch 2006) que dans les pays en développement (Doe et Diarisso, 1997 ; Fielding, 2004 ; Diouf, 2007 ; Diop et al, 2008 ; Barnichon et Peiris, 2008).

À court terme par contre, il est reconnu que l'évolution du niveau général des prix serait influencée par des déterminants tels que les variations de la demande et de l'offre globale, l'évolution des cours de matières premières, les mutations technologiques, les contraintes de change, les chocs climatiques (Blinder, 1982 ; Loungani et Swagel, 2001 ; Fischer et al, 2002 ; Catao et Toroness, 2005 ; Diouf, 2007 ; Barnichon and Peiris, 2008 ; Kinda, 2011).

Des facteurs sociologiques, institutionnels, naturels et sociopolitiques peuvent également impacter le niveau des prix tant à court qu'à long terme et surtout lorsqu'il s'agit des pays en développement. Certains de ces facteurs seraient dus aux difficultés qu'ont les gouvernements à impulser une croissance économique forte et durable avec des institutions fortes. À ce titre, l'inflation résulterait des facteurs qui n'incombent pas à l'action de la banque centrale et qui sont nocifs pour la croissance, notamment l'insuffisance de l'épargne privée, l'insuffisance d'industries développées, les guerres et troubles politiques, l'enclavement des pays, la qualité des infrastructures, la gouvernance et la qualité des institutions. Il serait par exemple difficile à une banque centrale de chercher à stabiliser les tensions inflationnistes dues à un climat de tensions politiques ou encore à l'enclavement d'un État n'ayant aucune ouverture à la mer et dont toutes les marchandises transitent par un autre pays (Centrafrique et Tchad).

Les facteurs tels que les subventions de certains secteurs d'activité et de certains produits, la signature de contrats garantissant à long terme des niveaux de prix faibles entre les entreprises, les coûts liés à la multiplication des négociations et au changement des catalogues de prix (voir théorie des coûts de menus) sont également de nature à influencer les prix et surtout en les rendant davantage rigides. Une bonne maîtrise des facteurs susceptibles de générer ou limiter les tensions inflationnistes est donc importante afin de mieux orienter les décisions de politique économique.

L'appartenance à une zone monétaire régie par des disciplines communautaires en matière de conduite des politiques économiques, est toutefois bénéfique pour le maintien d'une stabilité des prix. En effet, les pays généralement constitués en union, et ayant adopté un régime de change fixe réalisent de très bonnes performances en matière de stabilisation des prix (Ghosh et al, 1995). Dans la CEMAC, par exemple, depuis les réformes engagées dans les années 90, l'inflation est en moyenne égale à la norme communautaire de 3 %, mais avec des disparités entre pays. Il n'est cependant pas certain qu'une telle performance soit due à l'action de la Banque centrale. En effet, dans un contexte marqué par une faiblesse des canaux de transmission de la politique monétaire, il serait difficile que le maintien d'un faible niveau de prix soit dû à l'unique action de la banque centrale (Bikai et Kenkouo, 2015).

L'un des objectifs de la BEAC étant de maintenir la stabilité interne en assurant un taux d'inflation faible il importe de se demander quel est sont les leviers sur lesquels la BEAC peut s'appuyer pour arriver à atteindre cet objectif de stabilité des prix. Le présent article contribue au débat sur la question des déterminants de l'inflation. La question qui se dégage de cette étude est de savoir quels sont leviers sur lesquels les autorités peuvent agir pour contrôler et maintenir la stabilité des prix au sein de la zone CEMAC ? Pour répondre à cette question, l'objectif principal de cette étude est d'identifier les leviers sur lesquels les autorités peuvent agir pour contrôler et maintenir la stabilité des prix au sein de la zone CEMAC. De manière spécifique, il s'agit de déterminer l'effet des différentes variables sur le contrôle et le maintien de l'inflation à un niveau optimal souhaité. La suite du présent papier est organisée de la manière suivante. La section 1 aborde la revue de la littérature théorique et empirique sur les déterminants de l'inflation. La section 2 indique la méthodologie et présente les données utilisées. La section 3 présente les résultats, leurs interprétations ainsi que les discussions desdits résultats.

1. Revue de la littérature

Plusieurs études empiriques ont été menées pour identifier les causes de l'inflation qui peuvent être monétaires, économiques, sociologiques, sociopolitiques ou même environnementales. En ce qui concerne la monnaie, l'on ne peut analyser la théorie au sujet des déterminants de l'inflation, sans se rappeler de la fameuse et célèbre phrase de Milton Friedman (1970), « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production ». Selon ce dernier, tout excès de l'offre de monnaie par rapport aux encaisses réelles nécessaires pour les agents économiques, se traduit par une hausse des prix. La pertinence de la croissance de la monnaie comme déterminant de l'inflation a été testée dans de

nombreux travaux empiriques et surtout dans les pays développés. Assenmacher-Wesche et Gerlach (2006) trouvent par exemple que la croissance de la masse monétaire est un déterminant de l'inflation au Japon, en Grande Bretagne, aux États Unis et en Zone Euro.

Dans les pays en développement par contre, Loungani et Swagel (2001) utilisent une approche VAR pour démontrer avec un échantillon de 53 pays en développement que la croissance monétaire et les fluctuations de change expliquent une large partie des mouvements d'inflation davantage dans les pays à régime de change flexible que dans les pays à régime de change fixe.

Par ailleurs, Barnichon et Peiris (2007), utilisent un modèle à correction d'erreur sur un panel de 16 pays africains et concluent que l'écart entre les quantités offertes et demandées de monnaie est un facteur plus déterminant de l'inflation que l'écart de production. Les variables monétaires seraient donc des déterminants importants à long terme de l'inflation. Doe et Diarisso (1998), Diouf (2007), Diop et al. (2008) sont également parvenus à la même conclusion pour les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Selon les tenants de l'approche économique, l'inflation est le résultat d'un déséquilibre entre l'offre et la demande de biens et services. Lorsque la demande globale augmente plus rapidement que l'offre, elle entraîne un ajustement à la hausse des prix pour rétablir l'équilibre.

L'approche du modèle Offre agrégé-Demande agrégée met l'accent sur l'influence des chocs d'offre et de demande. Les travaux sur les déterminants de l'inflation dans certains pays africains soulignent la prépondérance des chocs d'offre dans l'activation des tensions inflationnistes tels que les chocs sur les prix des matières premières, pénurie de la production due à des facteurs imprévisibles (problèmes climatiques, inondations, guerres, etc.) ou à des politiques d'austérité. Ainsi, l'approche économique des déterminants de l'inflation ne peut donc se dissocier de certains facteurs environnementaux qui ont un poids important dans les chocs d'offre.

À ce titre, en Afrique de l'Ouest, Zonon (2003) examine les déterminants de l'inflation au Burkina Faso à travers un modèle à correction d'erreur qui inclut la masse monétaire, les prix extérieurs, le taux de change, l'écart de production et le revenu par tête. En plus de l'explication monétaire de l'inflation, cet auteur identifie également les fluctuations dues aux conditions climatiques comme étant des déterminants significatifs de l'inflation. Diouf (2007) montre aussi pour le Mali, que les conditions climatiques influencent la production des céréales et par conséquent, le niveau des prix.

Dans le même ordre d'idées, Ndiaye (2008), dans une approche par les fonctions de consommation adossée à un modèle à correction d'erreur sur des données trimestrielles de 2000-2007, montre que les fonctions « alimentation », « logement », et « habillement » seraient celles qui influencent le plus l'évolution de l'inflation au Sénégal. De plus, l'insuffisance de l'offre de produits alimentaires serait un important facteur explicatif d'une pression sur les prix des céréales, qui se répercute sur le niveau général des prix.

Pour aller plus loin, Nsengiyumva (2011) à l'aide un modèle VAR à cinq variables estimé sur des données annuelles de 1975 à 2008, montre que le niveau général des prix dépendrait, au Burundi, de l'évolution du prix du pétrole, du taux de change effectif, du PIB, du taux d'intérêt de court terme mais aussi et surtout des actions directes de hausse des prix. Simpasa et Gurara (2011), en analysant les causes de l'inflation en Ethiopie, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda font ressortir les cours mondiaux des produits alimentaires et du pétrole, la production domestique, les politiques monétaires, fiscale et de taux de change comme les principaux déterminants de l'inflation dans ces pays d'Afrique de l'Est. Loening et Birru (2013) ont aussi mis en exergue, pour le cas de l'Ethiopie, l'importance des prix des biens internationaux dans l'explication de l'inflation.

En ce qui concerne les travaux en Afrique Centrale, Caceres et al. (2013) utilisent un VAR en panel pour montrer que les prix des produits alimentaires et du pétrole affectent la dynamique de l'inflation non monétaire pendant quatre ou cinq trimestres et leur impact diminue substantiellement avec le temps. En effet, pour ces auteurs, l'inflation passée influence l'inflation courante du fait du lent ajustement des anticipations des agents économiques. De plus, les fluctuations des cours des produits alimentaires que sont le blé, le maïs, le riz, l'huile de palme et le sucre contribueraient entre 10 et 15 % dans l'explication de l'évolution des prix en Afrique centrale. En prenant l'exemple du Tchad, Kinda (2011) met en avant comme déterminants de l'inflation : la pluviométrie et les fluctuations de prix étrangers dont les effets conjugués persisteraient pendant six trimestres.

Nguyen et al. (2015) identifient également comme déterminants prédominants de l'inflation dans la CEMAC : les chocs d'offre domestique et les chocs sur le taux de change et les variables monétaires. Outre les facteurs économiques et monétaires, des études ont également mis en exergue le caractère inertiel de l'inflation surtout pour les pays à régime de change fixe. Ce phénomène rendrait en effet compte non seulement du manque de flexibilité dans l'ajustement des prix mais également des rigidités structurelles (Loungani et Swagel, 2001). Les

déterminants de l'inflation étant en perpétuelle mutation suivant l'évolution structurelle des économies, il est souhaitable d'examiner à nouveau ces derniers à travers des méthodes plus récentes.

2. Méthodologie

2.1 Spécification du modèle, variables retenues et sources de données

Dans ce paragraphe, nous allons procéder par le test de Hausman afin de choisir un modèle à effets fixes ou aléatoires. Ensuite, nous allons faire une matrice de corrélation entre nos différentes variables pour se rassurer de l'absence de multicollinéarité puis estimer notre modèle avant de procéder au test de significativité des effets.

2.1.1 Test de Hausman

Nous allons faire le test de Hausman afin de choisir si on doit faire un modèle à effet fixe ou effets aléatoires. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau suivant :

Tableau 1: Résultats du test de Hausman

Test Summary	Chi-Sq. Statistic	Chi-Sq. d.f	Prob.
Cross-section random	10.35	5	0.0807

Source : auteurs

Les résultats de notre test de Hausman nous permettent de conclure qu'on doit retenir un modèle à effets fixes pour les estimations car la probabilité est supérieure à 5 %.

2.1.2 Test de multicollinéarité

Pour s'assurer de l'absence de multicollinéarité, nous allons faire une matrice de corrélation entre nos différentes variables. Notre matrice de corrélations est consignée dans le tableau en annexe. D'après les résultats de ce test, on n'a pas une forte multicollinéarité entre nos différentes variables.

2.1.3 Variables retenues

Le taux d'inflation (*TXINFL*) est mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC) est notre variable expliquée. Cette mesure n'est pas totalement parfaite étant donné que le phénomène inflationniste couvre un champ plus large que celui de la consommation des ménages. Néanmoins, l'IPC est une meilleure approximation des prix dans les PED dans la

mesure où, une grande partie des dépenses est faite des dépenses de consommation. Le taux d'inflation est dans le cadre de cette étude la variable expliquée.

Comme variables explicatives nous retenons :

Le taux d'investissement, calculé comme la part de la formation brute du capital fixe (*TXINV*) sur le PIB, reflète l'effet du facteur physique dans le processus de production. L'investissement est considéré en économie comme étant le moteur de la croissance et en constitue un déterminant par excellence. Le signe attendu de cette variable peut être positif ou négatif.

Les investissements directs étrangers (*IDE*) représentent les flux nets des investissements directs étrangers localisés dans la CEMAC en pourcentage du PIB. Le ratio des flux entrants d'IDE en pourcentage du PIB (*IDE*) a pour avantage de faire la promotion des exportations, la création d'emplois, le transfert de technologies et de compétences. La théorie économique présume souvent que l'afflux des capitaux étrangers agit positivement sur la croissance économique du pays hôte. Son signe peut être positif ou négatif.

L'indicateur de stabilité politique (*STABPOL*) est évalué sur une échelle allant de -2,5 à 2,5. Ainsi, -2,5 représente le degré le plus élevé d'instabilité politique alors que 2,5 indique le degré de stabilité politique le plus élevé. Cette variable a été introduite pour vérifier l'effet que pourrait avoir l'environnement politique sur le contrôle et la maîtrise de l'inflation. Le signe négatif est attendu de cette variable.

Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (*TXCPIB*). Cette variable étant généralement considérée comme un indicateur économique utilisé pour mesurer l'activité économique d'un pays. La croissance économique désigne l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes plus ou moins longues, d'un indicateur de dimension, le plus souvent le produit global net en terme réel. La plupart des économistes considèrent le PIB comme étant le meilleur indicateur de dimension d'une économie nationale. Ainsi, le taux de croissance du PIB est l'indicateur qui permet d'apprécier les performances d'une économie ou de comparer ses performances à celles des autres économies. Cette variable nous permet de vérifier comment la croissance atteinte influence le niveau d'inflation. Le signe attendu peut être positif ou négatif.

L'indicateur de contrôle de la corruption (*CORR*) : elle comprend les éléments suivants: fréquence de paiement irrégulier aux fonctionnaires et aux judiciaires, pratiques impropres dans la sphère publique, corruption dans le système politique comme une menace aux investissements étrangers, fréquence des cas de corruption dans les administrations publiques.

Cet indicateur est évalué sur une échelle de -2,5 à 2,5. 2,5 étant le degré le plus élevé de lutte contre la corruption. Le signe positif est attendu de cette variable.

L'indicateur de l'efficacité gouvernementale (**GOUV**) : Elle mesure l'efficacité de l'action publique, la qualité de la réglementation qui constituent l'habileté des gouvernants à formuler et exécuter des bonnes stratégies de développement. Cet indicateur est évalué sur une échelle de -2,5 à 2,5. 2,5 étant le degré le plus élevé d'efficacité gouvernementale. Le signe négatif est attendu de cette variable.

La masse monétaire (**MASSE**) représente les moyens de paiements en circulation en pourcentage du PIB. C'est le rapport du passif liquide au PIB. Cet indicateur prend en compte la masse monétaire M2 et le passif liquide des institutions financières. Il mesure ma profondeur financière ou la taille globale du système financier. Le signe attendu est positif.

Le tableau suivant fait la synthèse des différentes variables retenues et les signes attendus.

Tableau 2: Les variables retenues et les signes attendus

Variables	Description	Signes attendus
TXINFL	Taux d'inflation	
TXCPIB	Taux de croissance du Produit Intérieur Brut	Positif ou négatif
TXINV	Taux d'investissement (en % du PIB)	Positif ou négatif
IDE	Investissement Direct Etranger (en % du PIB)	Positif ou négatif
GOUV	Efficacité gouvernementale	Négatif
MASSE	Masse monétaire (en % du PIB)	Positif
CORR	Indicateur de Contrôle de la corruption	Positif
STABPOL	Indicateur de stabilité politique	Négatif

Source : auteurs

2.1.4 Sources des données

Les données utilisées dans cette étude proviennent de la base de données des indicateurs de développement (World Development Indicators) et des indicateurs de la bonne gouvernance (World Governance Indicators) de la Banque Mondiale (2016). Elles ont une dimension annuelle et couvrent la période allant de 1996 à 2016 pour un panel composé de 6 (six) pays membres de la CEMAC. Le choix de cette période est justifié par la disponibilité des données.

3. Présentation des résultats, interprétation et discussion des résultats

Cette section comporte deux paragraphes dont le premier aborde la présentation de nos différents résultats et la seconde leur interprétation et discussion.

3.1 Présentation des résultats

3.1.1 Les statistiques descriptives

Avant toute chose, nous allons commencer par les statistiques descriptives de nos différentes variables explicatives. Le tableau (3) suivant présente les résultats des statistiques descriptives de nos variables explicatives.

Tableau 3: Résultats des statistiques descriptives

	TXINV	GOUV	IDE	TXINFL	STABPOL	CORR	MASSE	TXCPIB
Mean	21.959	-1.095063	5.015109	3.613397	-0.888157	2.341103	16.23516	6.53920
Median	21.101	-1.101556	2.453411	2.630000	-1.030902	2.500000	15.15221	4.087538
Maximum	59.723	-0.336627	46.49370	37.14000	0.498964	3.178904	44.13835	149.9730
Minimum	6.4047	-1.867352	-8.589432	-8.970000	-2.687248	1.440559	5.735473	-36.6995
Std. Dev.	9.4127	0.329677	8.803036	6.319692	0.752659	0.375408	6.516800	16.91264
Skewness	1.0919	0.107458	2.358356	3.127872	0.147005	-	1.489261	5.496327
						0.049701		
Kurtosis	5.2236	2.479508	9.374294	17.00947	2.108986	2.636168	6.615920	44.59216
Sum	2283.8	-113.8866	521.5713	375.7933	-92.36833	294.9790	2045.630	823.9291
Sum Sq. Dev.	9125.7	11.19476	7981.824	4113.667	58.34905	17.61641	5308.586	35754.69
Observations	126	126	126	126	126	126	126	126

Source : auteurs

3.1.2 Test de stationnarité

L'hypothèse nulle est l'existence d'une racine unitaire au niveau de chaque variable explicative et l'hypothèse alternative est la stationnarité. Nous avons effectué le test de stationnarité de Levin-Lin-Chu (LLC). Les résultats de ce test sont regroupés dans le tableau (4) suivant :

Tableau 4 : Résultat du test de stationnarité

<i>Variables</i>	<i>Statistiques</i>	<i>P-values</i>	<i>Ordre d'intégration</i>
<i>IDE</i>	-3.49487*	0.0002	I(1)
<i>GOUV</i>	-2.00423*	0.0225	I(0)
<i>TXINV</i>	-6.58943*	0.0000	I(1)
<i>CORR</i>	-4.74374*	0.0000	I(1)
<i>MASSE</i>	-5.68878*	0.0000	I(1)
<i>TXPIB</i>	-5.47558*	0.0000	I(0)
<i>STABPOL</i>	-7.52741*	0.0000	I(1)

Source : auteurs (*) désigne le rejet de la racine unitaire au seuil de 5 %.

Le taux de croissance du PIB, et l'efficacité gouvernementale sont stationnaires à niveau alors que, les IDE, le taux d'investissements, la corruption, la masse monétaire et la stabilité politique sont stationnaires en différence première.

3.1.3 Résultats de l'estimation du modèle

Notre modèle économétrique se présente comme suit :

$$TXINFL_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 TXINV_{it} + \alpha_2 STABPOL_{it} + \alpha_3 MASSE_{it} + \alpha_4 IDE_{it} + \alpha_5 GOUV_{it} + \alpha_6 TXCPIB_{it} + \alpha_7 CORR_{it} \quad (2)$$

L'estimation du modèle à effets fixes nous a permis d'obtenir les résultats consignés dans le tableau (5) suivant :

Tableau 5 : Résultats du modèle à effets fixes

<i>Variables</i>	<i>Coefficients</i>	<i>t-Statistic</i>
<i>IDE</i>	0.033345	0.686163
<i>GOUV</i>	-3.028516	-1.026186
<i>TXINV</i>	-0.022406	-0.584736
<i>CORR</i>	0.400054	0.130078
<i>MASSE</i>	0.287055 ***	2.245876
<i>TXCPIB</i>	0.037213	0.915810
<i>STABPOL</i>	-5.013712 ***	-2.938068
<i>C</i>	-8.879788	-1.228009

Source : auteurs (***) significativité au seuil de 1 %.

Il ressort de nos résultats que la masse monétaire et la stabilité politique ont des effets significatifs sur l'inflation au sein de la zone CEMAC.

3.1.4 Test de significativité des effets

Il s'agit ici de vérifier ou tester la significativité des effets du modèle estimé. Les résultats sont consignés dans le tableau (6.5) suivant :

Tableau 6 : Résultats du test de significativité des effets

Effects Test	Statistic	d.f.	Prob.
Cross-section F	1.935846	(5,112)	0.0844
Cross-section Chi-square	8.955842	5	0.0377

Source : auteurs

L'hypothèse nulle du test est que les effets fixes sont nuls dans ce cas on rejette l'hypothèse nulle donc on conclut que les effets fixes sont significatifs.

3.2 Interprétation et discussion des résultats

Les résultats que nous venons de présenter ci-haut ont montré que la maîtrise et le contrôle de l'inflation nécessite aussi bien une certaine maîtrise d'autres variables qui dans un sens ou un autre l'influence. Nous avons donc pris en compte différentes variables considérées comme déterminants traditionnels de la croissance en prélude des théories de la croissance endogène et aussi des variables institutionnelles notamment le taux d'investissement, les IDE, la masse monétaire, le taux de croissance économique, la stabilité politique, le contrôle de la corruption et l'efficacité gouvernementale. Il s'est avéré que de toutes les variables, seules la stabilité politique et la masse monétaire ont un effet significatif sur l'inflation au sein de la CEMAC.

La masse monétaire a un effet positif et très significatif sur la volatilité de l'inflation au sein de la CEMAC. On peut ici se rappeler de la fameuse et célèbre phrase de Milton Friedman (1970), « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production ». Selon ce dernier, tout excès de l'offre de monnaie par rapport aux encaisses réelles nécessaires pour les agents économiques, se traduit par une hausse des prix. Ainsi, on peut admettre que l'inflation est fondamentalement un phénomène monétaire, elle serait causée

par une trop grande création de la monnaie (Friedman, 1956). Cette vision monétariste a d'ailleurs conduit plusieurs banques centrales dans les années soixante-dix, en rapport avec la situation de stagflation observée à cette période, à opter pour une stratégie de contrôle de l'évolution de l'offre de monnaie, afin de garantir l'objectif de stabilité des prix qu'elles s'étaient fixées.

La pertinence de la croissance de la monnaie comme déterminant de l'inflation a été testée dans de nombreux travaux empiriques et surtout dans les pays développés. Les résultats trouvés pour la CEMAC concordent avec ceux de Assenmacher-Wesche et Gerlach (2006) qui ont aussi trouvé que la croissance de la masse monétaire est un déterminant de l'inflation au Japon, en Grande Bretagne, aux États Unis et en Zone Euro. Toute augmentation de la masse monétaire de 1 % au sein de la CEMAC entraîne une augmentation du taux d'inflation de 0,28 %. D'où, une bonne gestion de la masse monétaire s'impose en vue d'une bonne maîtrise de la volatilité de l'inflation dans la zone CEMAC.

La stabilité politique a un effet négatif et très significatif sur la volatilité de l'inflation, c'est-à-dire que la stabilité politique réduit très sensiblement l'inflation. La maîtrise de la stabilité politique permet de réduire l'inflation. Donc, la stabilité politique a un effet négatif sur la volatilité de l'inflation dans ce sens qu'un environnement politiquement stable permet aux autorités de mieux contrôler et maîtriser l'évolution des prix et de lutter pour leur stabilité. Ainsi, un environnement politiquement stable permet de mieux contrôler la volatilité de l'inflation afin d'assurer le respect de la norme retenue dans le cadre de la surveillance multilatérale.

Par ailleurs, dans un environnement politiquement instable, malgré la norme retenue, l'inflation est très volatile et dépasse cette norme sans qu'on ne s'en rende compte ce qui a un effet négatif sur la croissance économique. D'où, la nécessité d'assurer la stabilité politique au sein de la CEMAC en vue d'une croissance soutenue au sein de cette zone. Selon la littérature économique, l'instabilité politique génère le risque pour les affaires et l'investissement recouvre des événements très divers tels que les meurtres politiques, les coups d'État, les guerres, etc. Tous engendrent l'insécurité qui entrave les perspectives d'investissement requérant un amortissement sur une longue période.

L'instabilité politique peut avoir des effets négatifs sur l'économie si les revendications politiques et sociales se transforment en grèves et manifestations qui perturbent l'activité des

entreprises et obligent les entrepreneurs à arrêter leurs activités et quitter le pays. Alesina et Tabellini (1989), Cukierman, et al, (1992), Özler et Tabellini (1991) affirment que l'instabilité politique réduit considérablement l'horizon temporel, non seulement de l'investisseur, mais aussi du décideur politique, ce qui compromet la réalisation des projets de développement qui requièrent nécessairement du temps. L'effet de la stabilité politique sur l'inflation est négatif et statistiquement très significatif soit un coefficient de -5,01. Toute augmentation de l'indice de stabilité politique de 1 % entraîne une baisse du taux d'inflation de 5,01 %.

L'instabilité politique conduit à l'inefficacité de la politique monétaire de la Banque Centrale, ce qui conduit à des niveaux d'inflation plus élevés. Dans un contexte d'instabilité politique, le gouvernement recourt à une politique fondée sur la mise en place d'allégeances clientélistes, et sur la corruption des groupes susceptibles de l'appuyer dans la conservation du pouvoir. Il s'en suit également la mauvaise régulation de l'économie, l'inefficacité gouvernementale, le quasi inexistance de l'État de droit, le non-respect des droits et libertés fondamentales, etc.

Conclusion

L'objectif de ce papier était d'identifier des leviers sur lesquels les autorités peuvent agir pour contrôler et maintenir la stabilité des prix au sein de la zone CEMAC. Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé un modèle à effets fixes qui nous a permis de dégager les déterminants de l'inflation au sein de cette même zone sur une période allant de 1996 à 2016.

Les résultats ont montré que la maîtrise et le contrôle de l'inflation nécessite aussi bien une certaine maîtrise d'autres variables qui dans un sens ou un autre l'influence. Nous avons donc pris en compte différentes variables considérées comme déterminants traditionnels de la croissance en prélude des théories de la croissance endogène et aussi des variables institutionnelles notamment le taux d'investissement, les IDE, la masse monétaire, le taux de croissance économique, la stabilité politique, le contrôle de la corruption ainsi que l'efficacité gouvernementale. Il s'est avéré que de toutes les variables, seules la stabilité politique et la masse monétaire ont un effet significatif sur l'inflation au sein de la zone CEMAC.

Ainsi, les pays de la CEMAC ont intérêt à assurer et maintenir la stabilité politique afin de permettre à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) d'atteindre son objectif de stabilité des prix au sein de la zone. La BEAC doit assurer un meilleur contrôle de la masse monétaire en circulation en vue de la bonne conduite de sa politique monétaire ainsi que le maintien de la stabilité des prix. Les autorités politiques doivent donc veiller au maintien de la stabilité politique dans la sous-région afin de doter à la BEAC un cadre propice pour exercer valablement son rôle d'autorité monétaire de la zone.

Références

- Alesina A. and Tabellini G., (1989), “External debt, capital flight and political risk”, *Journal of International Economics*, Vol. 27, N° 3-4, pp. 199-220.
- Assenmacher-Wesche K. and Gerlach S., (2006), “Interpreting Euro Area Inflation at High and Low Frequencies”, BIS Working Paper N° 195, BIS.
- Bikai J. L. and Kenkouo G.-A. (2015), “Analyse et évaluation des canaux de transmission de la politique monétaire dans la CEMAC : Une approche SVAR et SPVAR”, BEAC Working Paper N° 2/2015, BEAC.
- Blinder, A. (1982), “Issues in the Coordination of Monetary and Fiscal Policy”, Federal Reserve Bank of Kansas City.
- Barnichon, R. and Peiris, S. (2008), “Sources of inflation in sub-Saharan Africa”, *Journal of African Economies*.
- Caceres, C., Poplawski-Ribeiro, M. and Tartari, D. (2013), “Inflation Dynamics in the CEMAC Region”, *Journal of African Economies*, Vol. 22, N° 2, p. pp. 239–275.
- Cukierman A., Edwards A. and Tabellini G., (1992), “Seigniorage and political instability”, *American Economic Review*, N° 82, pp. 537-555.
- Diop, A., Dufrenot, G. and Sanon, G. (2008), “Long-run determinants of Inflation in WAEMU”, *International Monetary Fund Publications*, Washington D.C.
- Diouf, M. A. (2007), “Modeling Inflation for Mali”, *IMF Working Paper N° WP/07/295*.
- Doe, L. and Darisso, S. (1998), “De l’origine monétaire de l’inflation dans les pays de l’UEMOA”, Notes d’informations et Statistiques (NIS) de la BCEAO N° 480, BCEAO.
- Fielding, D. (2004), “The characteristics of macroeconomic shocks in the CFA Franc Zone”, *Journal of African Economies*, 13, pp. 488–517.
- Fischer, S., Sahau, R. and Vegh, C. (2002), “Modern Hyper- and High Inflation”, *Journal of Economic Literature*, Vol. 40, N° 3, p. pp. 837–880.
- Friedman, M. (1956), *The Quantity Theory of Money-A Restatement* : University of Chicago Press.
- Gerlach, S. and Svensson, L. E. (2003), “Money and inflation in the euro area : A case for monetary indicators”, *Journal of Monetary Economics*, 50, pp. 1649–1672.
- Ghosh, R., Gulde, A.-M., Otry, J. D. and Wolf, H. C. (1995), “Does the Nominal Exchange Rate Regime Matter”, IMF Working Paper, N° 95/121.
- Kinda, T. (2011), “Modeling Inflation in Tchad”, IMF Working Paper N° 11/57, International Monetary Fund.

- Loening, J. L., Dureval, D. and Ayalew Birru, Y. (2009), "Inflation dynamics and food prices in an agricultural economy : The case of Ethiopia", World Bank Policy Research Working Paper Series.
- Lougani, P. and Swagel, P. (2001), "Sources of Inflation in Developing Countries", IMF Working Paper N°WP 01/198.
- Ndiaye, B. (2008), "Les déterminants de l'Inflation au Sénégal : Approche par les fonctions de consommation", Rapport technique, République du Sénégal, Ministère de l'Economie et des Finances, Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie.
- Nguyen, A., Dridi, J., Unsal, F. D. and Williams, O. H. (2015), "On the Drivers of Inflation in Sub-Saharan Africa ", IMF Working Paper N°WP/15/189.
- Nsengiyumva, C. (2011), "Etude Empirique des Déterminants de L'inflation au Burundi.
- Simpasa, A. et Gurara, D. (2011), "Dynamique de l'inflation dans quelques pays d'Afrique de l'Est", Éthiopie, Kenya, Tanzanie et Ouganda", Rapport technique.
- Ozler, S. and G. Tabellini (1991), "External Debt and Political Instability," NBER Working Paper, July.
- Zonon, A. (2003), "Les déterminants de l'inflation au Burkina Faso", CAPES, Document de travail N°02/2003, CAPES.

Annexes

Tableau 7 : matrice de corrélation entre les variables

Correlation Probability	INFLATIION	MASSE	PIB	POL	TCDEMOG	FBCF	GOUV	DOUV	IDE
INFLATIION	1.000000 ----								
MASSE	0.146037 0.1027	1.000000 ----							
PIB	0.038988 0.6647	-0.326036 0.0002	1.000000 ----						
POL	-0.242811 0.0062	-0.008010 0.9291	0.131188 0.1431	1.000000 ----					
TCDEMOG	-0.199785 0.0249	-0.485482 0.0000	0.317938 0.0003	0.517402 0.0000	1.000000 ----				
FBCF	0.037909 0.6734	-0.243750 0.0060	0.657536 0.0000	0.290091 0.0010	0.433269 0.0000	1.000000 ----			
GOUV	-0.288548 0.0011	0.060554 0.5006	-0.039577 0.6599	0.391236 0.0000	0.003646 0.9677	-0.088557 0.3241	1.000000 ----		
DOUV	0.014882 0.8686	-0.225307 0.0112	0.630033 0.0000	0.308157 0.0004	0.483168 0.0000	0.936404 0.0000	-0.098036 0.2748	1.000000 ----	
IDE	0.070888 0.4302	-0.018609 0.8361	0.434391 0.0000	0.124374 0.1653	0.275615 0.0018	0.772994 0.0000	-0.054558 0.5440	0.720197 0.0000	1.000000 ----

Source : auteurs